

État Actuel du Développement Régional

Diversité du Contexte Économique et Politique

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 22 pays, s'étend de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La plupart des pays de cette région ont un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne.

La diversité des systèmes politiques explique que puisse se côtoyer des monarchies et des émirats, des républiques séculaires et une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux. Les disparités économiques entre les pays de cette région sont considérables. A lors que les États du Golfe et les pays d'Afrique du Nord recèlent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, en retard par rapport à l'exploitation de telles ressources, sont classés parmi les pays les moins avancés* (PMA).



Enquête séro-épidémiologique dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses en Turquie

Diversité des Conditions de Développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne et les contextes sociaux et culturels sont donc très variés. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la région a connu de nombreux conflits, notamment quatre guerres entre Israël et les pays arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Iraq, la guerre du Golfe et l'offensive américaine en Afghanistan.

Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant. Ainsi, les États du Golfe se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détacher sur le plan économique et social. Si ces pays ont atteint des niveaux élevés en ce qui concerne les infrastructures mises en place, plusieurs d'entre eux demeurent toutefois tributaires de techniciens et d'ingénieurs étrangers. La première priorité pour ces pays consiste donc à former du personnel afin d'étayer leurs efforts de construction nationale.

D'autre part, dans plusieurs pays connaissant des difficultés économiques, la fourniture de services liés aux BEEH reste insuffisante, notamment pour ce qui est des soins de santé primaires et de l'approvisionnement en eau potable.



En Jordanie, le projet de planning familial et d'IFD* encourage la pratique de l'apiculture pour l'accès à l'autonomie des femmes.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Une Action de Soutien en Faveur de la Paix au Moyen-Orient

En septembre 2000, alors qu'Ariel Sharon, chef du parti israélien du Likoud, visitait la Colline du Temple dans le vieux Jérusalem, un conflit a éclaté entre Israéliens et Palestiniens. Même après le début du régime Sharon en mars 2001, le cycle infernal de la violence s'est aggravé, avec des attentats suicides d'extrémistes palestiniens systématiquement suivis de représailles de la part de l'armée israélienne.

Depuis l'accord d'Oslo, conclu en septembre 1993, le Japon participe activement aux discussions multilatérales en assurant la présidence du Comité de travail sur l'environnement. Il s'agit de l'un des cinq comités (environnement, développement économique régional, ressources en eau,

maîtrise des armements, sécurité de la région et réfugiés) formés lors des négociations de paix au Moyen-Orient en 1992, afin de soutenir le processus de règlement du conflit israélo-palestinien. Parallèlement, le Japon apporte une contribution énergique par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux et par la JICA.

L'appui du Japon au Comité sur l'environnement, a notamment porté sur l'organisation, par la JICA en 1999, d'un programme de stage pour les pays tiers* en Jordanie. Destinés à améliorer la technique et le savoir en matière de législation environnementale et de son application, les cours se sont également adressés aux ressortissants de la Palestine, de l'Égypte et d'Israël. La JICA fournit par ailleurs une coopération technique dans le secteur de la formation professionnelle par l'intermédiaire de l'Office de secours et de

Front Line

Système de Prédiction des Inondations dans la Région de l'Atlas

Maroc

Lutte Contre les Inondations dans une Région Désertique

Étude de Développement

◆ Des pluies intermittentes mais violentes

Il pleut partout, même dans un pays désertique comme le Maroc, où le ciel se couvre subitement de gros nuages noirs, gratifiant le désert de pluies diluviennes. Le soleil perce ensuite brusquement entre les nuages et donne lieu à de magnifiques arcs-en-ciel. Ces précipitations, particulièrement violentes, s'abattent sur des terres arides.

Suite au réchauffement de la planète, la bruine est de plus en plus fréquente au Maroc, un phénomène que la population accueille comme une manne. Pourtant, dans les chaînes abruptes de l'Atlas et du Rif, les pluies se traduisent souvent par des crues soudaines et des glissements boueux dont l'ampleur constitue depuis des siècles une menace pour la vie des résidents. Aussi, personne n'aime vivre dans les régions de plaine. Les Marocains ont plus souvent l'habitude d'habiter sur des collines ou des plateaux à faible altitude et de redescendre dans la vallée pour cultiver leurs terres et puiser de l'eau.

◆ Des pluviomètres difficiles à installer

La JICA contribue à la mise en œuvre d'un système de prédiction des inondations dans les régions de la vallée d'Ourika, au sud de Marrakech. Les données de mesure automatiquement collectées sur les précipitations et les changements à la surface des cours d'eau sont transmises par un procédé sans fil faisant appel aux TI les plus récentes. À partir de ces données, une simulation est réalisée par le progiciel mis au point spécialement pour ce projet, ce qui permet de prévoir avec rapidité et précision les risques de catastrophe et de faciliter l'évacuation d'urgence des résidents locaux et des touristes. L'installation de l'équipement, avec son dispositif de mesure automatique, s'est déroulée à l'automne 2001. Elle a demandé beaucoup de temps et a posé de nombreux problèmes. L'équipement a été transporté le long de pentes abruptes par des ânes ou même à dos d'homme. Les opérations ont été interrompues par des chutes de neige à l'approche de l'hiver et une course contre le temps s'est alors enclenchée. L'installation a pu



Réunion d'évaluation de l'exercice d'évacuation avec l'aide du système de prédiction des inondations

être terminée grâce à des hélicoptères. En décembre 2001, le système a été officiellement présenté aux dignitaires locaux lors d'une réception diffusée à la télévision marocaine, suscitant l'intérêt de la population locale.

L'installation de l'équipement est la première étape dans l'établissement d'un système d'aide à l'évacuation. Les projets futurs prévoient d'établir des liens entre la station d'observation et la police locale, les municipalités, les résidents et les agences de tourisme et d'assurer une coopération entre tous ces intervenants.

(Bureau de la JICA au Maroc)

travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Depuis 1997, l'aide au développement des ressources humaines en Palestine comprend différentes actions de formation. Le Japon accueille des participants palestiniens dans des programmes de formation professionnelle et d'administration. Des stages pour les pays tiers sont organisés en Palestine pour la Jordanie et la Syrie afin de former des techniciens supérieurs pour l'entretien de l'équipement médical et l'exploitation d'un système d'irrigation pour l'agriculture.

Mesures au Titre du Programme de Coopération Nippo-Saoudien

Afin d'élargir les relations entre le Japon et l'Arabie saoudite, un accord a été conclu en octobre 1998 entre les deux pays, sur l'extension de la coopération dans les cinq domaines énoncés dans le programme de coopération nippo-saoudien : enseignement et développement des ressources humaines ; environnement ; santé et soins médicaux, science et technologie ; culture et sport et enfin, investissement et coentreprises.

La JICA apporte son aide dans les trois premiers secteurs du programme de coopération. Dans le domaine de l'éducation, nous contribuons au développement des ressources humaines par la formation de personnel enseignant au Centre de développement de l'enseignement technique en électronique, de techniciens supérieurs au collège technologique de Riyad, et par l'apport d'une coopération technique pour la formation de mécaniciens d'automobiles.

Dans le domaine de l'environnement, nous conduisons diverses études de développement : l'étude des habitats côtiers/marins et inventaires biologiques de la partie nord de la côte de la mer Rouge et l'étude sur la surveillance de l'environnement dans le golfe Persique. Nous participons également à une recherche en coopération* dans le cadre du projet d'étude conjointe sur les écosystèmes et la biodiversité pour la préservation des forêts de genévriers.

Pour compléter ces aides, la JICA a publié en janvier 2000 son plan de promotion du dialogue interculturel et de la coopération dans le domaine des ressources en eau et du dialogue politique élargi. La JICA poursuit par ailleurs ses projets d'extension du réseau d'adduction d'eau de la ville de Riyad et de développement des ressources en eau renouvelables dans le sud-ouest de l'Arabie saoudite. Une coopération est également prévue dans le domaine de l'archéologie.

Débuts de Coopération dans le Secteur des TI

En 2001, la JICA a apporté sa coopération à la Jordanie dans le domaine des TI, avec la mise au point de matériels



Étude des habitats côtiers/marins et inventaires biologiques de la partie nord de la côte de la mer Rouge, en Arabie saoudite

numériques d'auto-apprentissage et la promotion d'activités communautaires visant à réduire le fossé numérique*.

Coopération dans le Domaine des Ressources en Eau

Au vu des conditions naturelles, du développement économique récent et de la croissance démographique, l'approvisionnement en eau potable est un enjeu majeur dans la région. Pour répondre aux problèmes de chaque pays, l'Agence met en œuvre des programmes de gestion des ressources hydriques, des améliorations des réseaux de canalisations et d'égouts et dispense des conseils techniques en matière d'approvisionnement et de distribution d'eau.

Promotion de la Coopération Sud-Sud

De nombreux pays du Moyen-Orient entreprennent eux-mêmes, à partir de leur propre expérience en matière de développement, des actions avec d'autres pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud*. La JICA soutient activement les efforts de ces pays, essentiellement par des stages pour les pays tiers. Une formation de ce type est organisée dans plus de 20 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, notamment l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, la Turquie, le Maroc et la Tunisie.

Aide à la Reconstruction de l'Afghanistan

En décembre 2001, avec l'instauration d'un régime provisoire en Afghanistan, la communauté internationale s'est engagée à apporter son soutien à la reconstruction du pays.

Lors de la conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, organisée à Tokyo en janvier 2002, le Japon a non seulement obtenu un appui pour le processus de paix et la réconciliation nationale, mais aussi pour le développement des ressources humaines auxquelles

reviendra la charge de construire un nouvel Afghanistan.

Dans ses actions de coopération, la JICA accorde la priorité à l'infrastructure des médias, l'éducation, la santé et les soins médicaux, ainsi que le renforcement de l'autonomie* des femmes. Dans le même temps, l'Agence prévoit de détacher à Kaboul un représentant chargé d'élaborer un système destiné à promouvoir la reconstruction à grande échelle et l'appui au développement.



Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan

Front Line

Protection des Forêts de Génévriers

Arabie Saoudite

Protection des Richesses de la Forêt

Recherche en Coopération

◆ Déclin de la forêt

S'étirant le long de la mer Rouge dans le sud-ouest de l'Arabie saoudite, la chaîne des Athirs culmine entre 2000 et 3000 mètres d'altitude. La fraîcheur du climat attire durant l'été de nombreux visiteurs de tout le pays dans la ville d'Abuha. Les températures peuvent par ailleurs facilement atteindre 50 degrés Celsius.

Bénéficiant des vents humides de la mer Rouge, le versant occidental de cette chaîne de montagnes est couvert de forêts luxuriantes. Pour l'Arabie saoudite, qui est privée de végétation et aride à 98 %, ces forêts constituent de précieuses ressources naturelles et un lieu de villégiature pour les estivants.

Dans ces forêts, on trouve des génévriers rouges, arbustes de la famille des cupressacées. Après la guerre du Golfe en 1991, cette espèce a commencé à dépérir. Le gouvernement d'Arabie saoudite a demandé à la JICA de rechercher la cause du problème, considéré alors comme un possible effet secondaire du conflit.

◆ Envoi d'experts dans divers domaines

De 1999 à 2001, la JICA a mis en place un projet de recherche en coopération* sur la disparition des génévriers. À cet effet, elle a détaché des experts en mission de courte ou de longue durée dans un grand nombre de domaines : aérologie, botanique, sciences végétales, physiologie végétale, hydraulique, biogéographie, microbiologie, étude des micro-organismes et méthodes de gestion des réserves naturelles. Sur la base des résultats obtenus, la JICA a organisé, au cours de l'année fiscale 2002, un atelier sur les méthodes de protection et de gestion de la forêt de génévriers, lequel a été suivi par les stagiaires locaux et des agents gouvernementaux.

Créée en 1986, la Commission nationale pour la conservation et le développement de la flore et de la faune sauvages (NCWCD), également partenaire du projet, couvre la protection et l'élevage des animaux domestiques, la détermination et la gestion des réserves naturelles et l'éducation écologique.



Projet de préservation des forêts de génévriers

La JICA et la NCWCD ont collaboré à la création d'une base de données et à l'établissement de réserves naturelles. Les deux organismes se sont par ailleurs attelés à l'élaboration de matériels pédagogiques pour l'éducation écologique des populations autochtones de la mer Rouge réputée pour la diversité de ses récifs coralliens et la richesse de ses fonds marins.

(Bureau de la JICA en Arabie saoudite)

État Actuel du Développement Régional

Quarante Pour Cent de la Population vit avec Moins d'un Dollar par Jour

L'Afrique subsaharienne (hors le Soudan, qui appartient au Moyen-Orient) s'étend sur 21,87 millions de km². Elle se caractérise par un climat et des paysages véritablement très variés, allant des régions arides du désert aux zones chaudes et humides de la forêt tropicale.

Bien que la plupart des pays africains aient obtenu leur indépendance au cours des années 1960, ils ont tous depuis été confrontés à de nombreuses difficultés entravant leur développement socioéconomique. Nombre d'entre eux, influencés par leur passé colonial, ont hérité d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Ces systèmes économiques sont à la merci de la sécheresse et autres catastrophes naturelles, ainsi que des fluctuations des cours mondiaux des matières premières. L'accès limité à l'éducation a par ailleurs freiné le développement de

ces nations en affaiblissant leurs ressources humaines.

De nombreux pays africains ont accédé à l'indépendance pendant les années 1960 et sont parvenus à cette époque à un bon taux de croissance dans un environnement économique caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation. La tendance est toutefois à la stagnation depuis les années 1970 en raison de plusieurs facteurs : la chute des cours des produits de base ; l'échec des politiques économiques ; l'instabilité des régimes politiques ; la sécheresse, les inondations et la gravité des changements climatiques ; les conflits régionaux et les guerres civiles. Depuis les années 1980, la dette extérieure d'un grand nombre de ces États a pris des proportions gigantesques. Les gouvernements de ces pays manquent depuis lors régulièrement de fonds non seulement pour le développement (et les nouveaux investissements), mais aussi pour le financement des coûts renouvelables nécessaires à la fourniture des services sociaux de base.

Front Line

Établissement de la Carte Scolaire et Microplanification de l'Enseignement

Malawi

Pour un Enseignement de Meilleure Qualité

Étude de Développement

◆ Fréquentation scolaire en hausse, qualité de l'enseignement en baisse

Le Malawi est un État de l'Afrique australe. Dans ce pays, le nombre d'élèves fréquentant les écoles primaires et secondaires a rapidement augmenté depuis que l'enseignement est devenu gratuit en 1994. Avec l'augmentation rapide du nombre d'enfants toutefois, la pénurie d'écoles et de salles de classe se fait cruellement sentir. Nombreux sont les élèves qui suivent les cours à l'extérieur des locaux ou dans des salles de cours sans bancs ni chaises. Dans le même temps, le manque de personnel enseignant et de manuels scolaires s'est traduit par une détérioration du niveau de l'enseignement.

Le gouvernement du Malawi s'efforce d'améliorer cet état de fait avec l'aide de donateurs et d'organisations non gouvernementales (ONG). Des résultats satisfaisants n'ont pu toutefois être obtenus, car les plans appropriés font défaut, les programmes d'études sont inadaptés à la situation, le contrôle administratif est insuffisant et les capacités de gestion sont trop faibles.

◆ Établissement de programmes d'études spécifiques dans chaque académie

Afin d'améliorer l'administration scolaire et le niveau de l'enseignement par la décentralisation, le gouvernement du Malawi a mis en place, avec le soutien de la JICA et d'autres organismes d'aide, un projet sur deux ans intitulé « Établissement de la carte scolaire (statistiques et analyse en matière d'éducation) et microplanification (formulation de programmes d'études spécifiques pour chaque académie) de l'enseignement ». Lancé en novembre 2000, ce projet portait sur l'élaboration de programmes de formation et de matériel pédagogique, en vue de renforcer la capacité des administrateurs scolaires du pays dans le domaine de la gestion de données et de l'élaboration de programmes d'études. Une formation a été dispensée aux administrateurs scolaires et enseignants de 33 districts sur l'ensemble du pays. Durant la session de formation, chaque administrateur a mis au point un programme d'études pour sa propre académie. Une fois qu'ils auront réintégré leurs académies et obtenu l'accord de



Scène de classe au Malawi

leurs conseils d'académie respectifs, les administrateurs joueront un rôle central dans la mise en œuvre des programmes ainsi élaborés.

Le projet a fait prendre conscience au ministère de l'Éducation et aux administrateurs scolaires de région de l'importance et de l'efficacité de l'analyse statistique. Les administrateurs se sont montrés très fiers de leurs plans de développement. Des plans efficaces et une utilisation plus rationnelle des ressources devraient en effet améliorer l'enseignement primaire et secondaire et satisfaire les besoins de l'ensemble des écoles de toutes les académies.

(Bureau de la JICA au Malawi)

Suite à la stagnation, voire au déclin, de la production économique et à l'aggravation de la dette extérieure, l'Afrique est dans une situation dramatique avec 34 des 49 pays les moins avancés* (PMA) de la planète. Environ 40 % de la population vit sous le seuil absolu de pauvreté, avec moins d'un dollar par jour. Parallèlement, de nouvelles difficultés, telles que la mise en marge de l'économie mondiale et les maladies infectieuses (HIV/sida, paludisme, tuberculose, etc.) ne font qu'aggraver la pauvreté en Afrique.

L'Appui à l'Afrique dans une Période de Transition

De nombreux pays africains sont actuellement dans une phase de transition en termes de développement politique, économique et social. Sur le plan politique, de nombreux pays ont connu après l'indépendance une junte militaire ou une dictature à parti unique, préservant de fait l'unité nationale. À la fin de la guerre froide toutefois, le mouvement de démocratisation engagé par les pays avancés a fait son chemin. La plupart des pays africains ont progressivement adopté des systèmes politiques multipartistes.

Sur le plan économique, de nombreux pays avaient tenté dès les années 1980 de se stabiliser au niveau macroéconomique par des politiques d'ajustement structurel* et d'instaurer les conditions d'une économie de marché par la suppression du contrôle étatique, la libéralisation du marché des facteurs de production, la promotion de la concurrence, etc. Grâce à ces mesures, plusieurs pays, notamment l'Ouganda, le Ghana et le Burkina Faso ont obtenu de bons résultats en matière de gestion macroéconomique et de croissance éco-

nomique. Dans de nombreux pays cependant, les mesures administratives, fiscales et gouvernementales basées sur une libéralisation et une privatisation rapides de l'économie combinées au phénomène de compression du secteur public ont eu des effets néfastes sur les pauvres, en abaissant le niveau des services sociaux et en aggravant le chômage. Depuis les années 1990, de plus en plus de pays africains demandent que le développement social soit mené en parallèle avec une réforme économique qui limite les répercussions négatives pour les groupes vulnérables de la population et fasse une large place aux avantages pour les couches défavorisées.

L'approche de l'aide a par ailleurs radicalement changé en Afrique. Un plus grand nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), des organisations communautaires et même le secteur privé, que l'on avait habituellement considérés comme les bénéficiaires des services publics, sont devenus des acteurs majeurs dans le cadre de projets de développement. Les programmes sectoriels* et les CSLP font intervenir un grand nombre de participants, notamment des ONG, le secteur privé et les donateurs, tout en favorisant l'appropriation* des gouvernements bénéficiaires ; ils mettent l'accent sur l'engagement et la communication entre tous les donateurs et gouvernements des pays bénéficiaires pour qu'ils élaborent des stratégies de développement communes, affectent les ressources financières nécessaires et mettent en œuvre et assurent le suivi des projets et des programmes conformément à des stratégies communes. Ces mécanismes de coordination sont importants pour les pays africains à bas revenu, car ils donnent d'excellents résultats tout en préservant leurs ressources limitées.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Exploitation du « Plan d'Action de Tokyo » de la TICAD II

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a fourni une aide à 43 pays africains ; ce chiffre concerne tous les pays de la région à l'exception de la Somalie, du Liberia, des Comores et de la Sierra Leone. Près de 15 % de la valeur totale de la coopération technique de la JICA est consacrée à l'Afrique. L'Afrique occupe par ailleurs une place particulièrement importante dans le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) : environ un JOCV sur cinq a été envoyé en Afrique au cours de ce même exercice.

La deuxième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) a été organisée en commun par les Nations unies et le gouvernement japonais en octobre 1998. Suivie par des représentants de 80 pays, de 40 organismes internationaux et de 22 ONG, elle a vu

l'adoption du « Plan d'action de Tokyo », un plan qui vise à établir le calendrier de base des actions à accomplir par les pays africains et les partenaires de la coopération pour le développement de l'Afrique. Compte tenu de ce plan d'action et consciente de ce que l'objectif ultime du développement en Afrique est la réduction de la pauvreté, la JICA contribue activement sur ce continent au renforcement des capacités* dans chacun des domaines prioritaires résumés ci-dessous.

En 2001, la TICAD s'est réunie au niveau ministériel pour examiner l'évolution de l'Afrique depuis la TICAD II et formuler des stratégies pour l'avenir. La réunion a permis d'établir que le processus de la TICAD s'était avéré très efficace. Dans le même temps, une stratégie de développement élaborée par les nations africaines (« nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » ou NEPAD), a été

examinée. La JICA prévoit par ailleurs de participer activement au processus de la TICAD III, qui devrait se tenir en 2003.

Principales Approches

1. Soutien au Développement des Ressources Humaines

Pour le développement des ressources humaines en Afrique, le renforcement des capacités des administrations et du secteur privé a un rôle à jouer encore plus important que dans les autres pays en développement (PED). C'est pourquoi il est indispensable de former du personnel capable d'assurer la gestion des organisations et des systèmes. Nous pensons que le principal défi à relever en Afrique réside dans le développement des ressources humaines et des institutions apparentées, D'où notre engagement dans

une coopération à long terme intégrant diverses formes d'assistance technique.

2. Promotion de la Coopération Intrarégionale

Compte tenu de la faible taille de l'économie de certains pays, fournir à chacun d'eux une aide à grande échelle ne serait pas efficace. Dans le même temps, de nombreux problèmes communs se posent à ces pays et il vaut mieux combattre ensemble pour atteindre les meilleurs résultats.

C'est pourquoi, en se fondant sur les résultats obtenus dans des pays prioritaires, la JICA pense que l'une des principales approches pouvant garantir une aide efficace réside dans la promotion de la coopération interrégionale et le soutien des pays voisins grâce aux capacités des organisations apparentées dans les pays partenaires.

Front Line

Renforcement du Projet de Services de Santé dans les Districts de l'État de Morogoro

Tanzanie

Des Services de Santé Accessibles aux Résidents

Coopération Technique de Projet-Type

◆ Décentralisation de l'administration de la santé

Afin de réduire la pauvreté, la Tanzanie a réalisé des réformes dans plusieurs secteurs, dont l'administration locale, l'éducation et la santé. Dans ce dernier domaine, des réformes sont mises en œuvre depuis la seconde moitié des années 1990 pour assurer la fourniture de services de santé en adéquation avec la situation réelle des résidents locaux. Ces réformes ont pour principal objectif de transférer les services de santé et de soins médicaux du gouvernement central aux administrations locales et sont donc étroitement liées à la décentralisation.

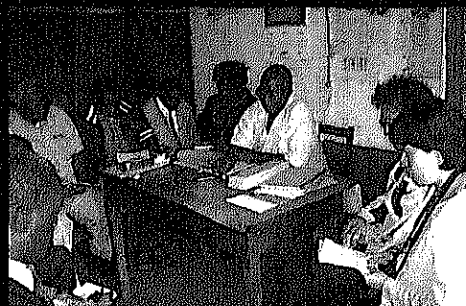
C'est dans ce contexte et aussi pour soutenir les améliorations apportées à l'administration de la santé au niveau régional qu'a été lancé en avril 2001 le projet de renforcement des services de santé des districts de l'État de Morogoro, un projet qui s'inscrit dans le cadre d'un plan de coopération sur cinq ans couvrant les cinq préfectures de l'État, situées 200 km à l'ouest de la capitale, Dar es Salaam. L'objectif prioritaire du projet n'est pas d'étendre les services de santé et de soins médicaux, ni d'améliorer les techniques médicales, mais plutôt d'améliorer les capacités de gestion des administra-

tions de l'État et de ses préfectures, afin de fournir des services de santé et de soins médicaux conformes aux besoins des résidents locaux.

◆ Poursuite des activités après l'arrêt de la coopération

Les quatre experts en affectation de longue durée ont été investis de missions spécifiques : (1) améliorer le système informatique de gestion sanitaire utilisé pour la planification et l'évaluation ; (2) promouvoir l'échange d'informations et d'expériences en matière de santé et de soins médicaux entre les municipalités pour améliorer la gestion et la coordination entre les organismes concernés dans ce domaine ; (3) rendre possible l'offre de services adaptés aux situations régionales, en renforçant les capacités de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des municipalités.

Ce projet a pour principale particularité de favoriser l'appropriation* du gouvernement tanzanien et de limiter la présence japonaise à des experts jouant simplement le rôle de catalyseurs. L'idée est de faire pleinement prendre conscience à la Tanzanie qu'il lui appartient de prendre l'initiative de la réforme et de créer un système dans lequel les activités puissent se



Analyser les problèmes afin d'améliorer l'administration sanitaire

poursuivre après l'achèvement du projet de coopération. Cette idée a soigneusement été examinée avec les homologues* tanzaniens dès le début du projet et un budget a été affecté à l'État et aux préfectures l'année suivante. Parmi les projets dans lesquels les organismes d'aide étrangers n'ont d'autre choix que de prendre en charge l'ensemble des dépenses, ce projet se singularise par le fait qu'il encourage la pratique de l'appropriation de la Tanzanie.

Le travail d'équipe accompli avec le Japon a progressivement permis d'établir les bases nécessaires à la mise en place d'activités spécifiques conduisant à la réalisation des objectifs fixés.

(Bureau de la JICA en Tanzanie)

Conformément à cette approche, la JICA assure la promotion de l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD) de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie du Kenya. L'AICAD conduit des recherches, assure des formations et diffuse des informations au bénéfice de la population de l'Afrique orientale. La JICA appuie la coopération intrarégionale dans le domaine de la formation professionnelle et de l'approvisionnement en eau au Sénégal. Désireuse de promouvoir l'initiative d'Okinawa pour la lutte contre les maladies infectieuses de juillet 2000 et l'initiative Hashimoto de lutte mondiale contre les maladies parasitaires, l'Agence encourage par ailleurs la coopération intrarégionale, plus particulièrement en Afrique orientale et australe.

3. Coordination de l'Aide, CSLP et Approches Sectorielles

En liaison avec l'initiative en faveur des pays pauvres et très endettés (initiative PPTE ou pays pauvres très endettés), la formulation des CSLP a été encouragée et certains pays ont formulé des versions finales.

Les CSLP proposent des stratégies de réduction de la pauvreté s'inscrivant dans une vue globale du problème à l'échelon national et s'appuyant sur la participation de tous les acteurs. Avec une affectation de ressources suffisante, elles constituent une orientation en matière de développement. La JICA participe au processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi des CSLP, tout en mettant l'accent sur la pratique de l'appropriation du côté africain.

L'approche par « programme sectoriel », qui est un ressort essentiel du processus CSLP à tous les niveaux sectoriels, est encouragée dans des domaines tels que l'éducation et la santé. La JICA s'efforce d'apporter une aide encore plus efficace grâce à cette approche. L'Agence s'emploie aussi à résoudre des problèmes comme l'harmonisation des procédures du financement « panier » et l'amélioration de la prévisibilité de l'aide. Dans ce cadre, la JICA a lancé en mars 2001 une étude sur le programme de soutien au développement du secteur rural et agricole en Tanzanie. En apportant son soutien à l'élaboration d'une stratégie de développement et d'un programme sectoriel dans ce domaine, l'Agence espère renforcer les capacités du gouvernement tanzanien.

4. Promotion de la Coopération entre l'Asie et l'Afrique

La coopération entre l'Asie et l'Afrique est une approche de l'aide résultant de la TICAD. Elle est fondée sur le partage avec l'Afrique de l'expérience du développement acquise en Asie.

La JICA souhaite poursuivre ses efforts afin de renforcer les relations de coopération entre les deux régions en organisant en Asie des stages de formation pour l'Afrique et s'efforcer de répondre aux besoins africains dans les domaines où une aide de l'Asie est possible.

Actions en Faveur des Principaux Programmes

1. Développement Social

Les cours dans les matières scientifiques et les mathématiques sont au cœur de la coopération japonaise dans le secteur éducatif. La JICA conduit actuellement un projet de coopération technique visant à améliorer la qualité de l'enseignement des mathématiques et des sciences au Kenya, au Ghana et en Afrique australe, par la formation des professeurs en cours d'emploi.

En Tanzanie et en Zambie, la coopération concerne les soins de santé primaires (SSP) et l'action éducative des communautés locales. Afin de renforcer la qualité des soins et des services de santé, la JICA aide également à former des médecins praticiens. En ce qui concerne l'un des principaux problèmes en Afrique, à savoir les maladies infectieuses (HIV/sida, paludisme et tuberculose), des projets sont en cours au Ghana, au Kenya et en Zambie. Afin d'étendre la coopération dans ce domaine, la JICA a par ailleurs organisé en mars 2002 un atelier régional sur le HIV/sida en Afrique australe.

Dans le domaine de la distribution de l'eau, l'Agence s'efforce d'étendre les projets d'alimentation au niveau régional, conformément aux priorités de la TICAD. Pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement et développer l'enseignement de l'hygiène, nous mettons en place une coopération technique destinée non seulement aux ingénieurs, mais aussi aux administrations communautaires, telles que les comités de gestion de l'eau au Sénégal et en Éthiopie.

Dans les foyers africains, la production agricole, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont assurées principalement par les femmes. Elles ont cependant peu l'occasion de bénéficier des services d'enseignement et des autres services sociaux et sont donc défavorisées sur ce plan. Forte de cette prise de conscience, la JICA veille à ce que les femmes bénéficient de ces services tout autant que les hommes et encourage les bénéficiaires de ses activités à participer au processus de développement dans les communautés locales dès les tous premiers stades de la mise en œuvre. Afin d'améliorer notre action et d'encourager l'idée d'appropriation, nous nous efforçons d'introduire des méthodes de développement communautaire participatif.

2. Développement Agricole

Les Africains sont pour la plupart des agriculteurs produisant juste assez pour leur propre consommation. Par conséquent, il est important d'aider à réduire la pauvreté dans les districts ruraux et d'améliorer les conditions de sécurité alimentaire en relevant la productivité des petits exploitants et en diversifiant les sources de revenus.

La JICA encourage la fourniture d'équipements de production agricole aux pays africains par des apports de coopération financière non remboursable et fournit dans le même temps une coopération technique visant à promouvoir

la culture irriguée auprès des petits exploitants dans des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Kenya.

3. Développement du Secteur Privé

La JICA propose des programmes de formation sur les échanges et les investissements, ainsi que sur les petites et moyennes entreprises (PME), afin que ces dernières puissent contribuer au développement du secteur privé.

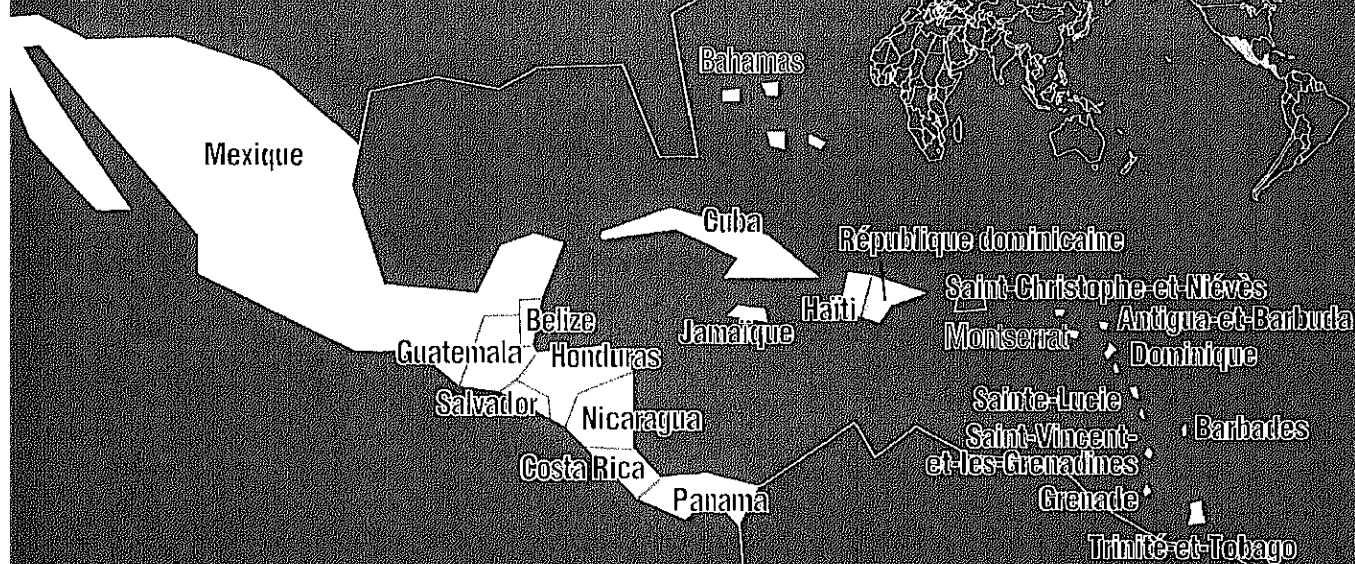
La modernisation de l'infrastructure*, notamment les routes, les ponts et l'électrification, est indispensable pour que l'économie et les investissements puissent se développer. Le soutien dans ce domaine est assuré essentiellement par la coopération financière non remboursable. La JICA participe par ailleurs, par l'envoi d'experts et l'accueil de participants à une formation technique, au développement de ressources humaines capables d'assurer au mieux l'entretien et la gestion des installations après leur construction.

4. Bonne Gestion des Affaires Publiques et Consolidation de la Paix : des Conditions Préalables au Développement

Prenant en compte les contextes historiques et culturels des

pays africains, la JICA participe activement à l'adoption par ces derniers de principes de bonne gestion des affaires publiques*. Pour cela, il faut veiller à ce que les principes essentiels de constitutionnalisme, de démocratie, des droits de l'homme soient reconnus et renforcer l'obligation de rendre compte, ainsi que la transparence et l'efficacité des gouvernements, car tous ces principes sont à la base du développement.

En 2001, 24 membres du Parlement de huit nations (Kenya, Tanzanie, Botswana, Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal et Mali) ont été invités à participer au Japon à un séminaire sur la démocratisation. Organisée par la JICA cette formation s'est articulée autour de deux axes principaux : les processus de consolidation du système démocratique et le développement économique. L'Agence prévoit d'étendre et de renforcer son aide dans ce domaine à l'avenir. Afin d'élaborer des projets pouvant réduire les charges inhérentes à l'accueil de réfugiés dans ce continent tourmenté par les conflits, la JICA a conduit en Tanzanie une étude conjointe avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), étude qui s'inscrivait dans le cadre d'une nouvelle initiative dans le domaine de la reconstruction après les conflits (consolidation de la paix).



Amérique Centrale et Caraïbes

Piliers de l'Aide Renforcement de la Coopération Mutuelle dans la Région

La coopération en matière de développement des ressources humaines et de reconstruction se poursuit en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, tout en tenant compte des priorités et des efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires :

1. Promotion de l'aide régionale par la coopération Sud-Sud

Qu'ils soient parvenus à un certain stade d'industrialisation ou encore dans une situation difficile, les pays de la région sont liés par des langues communes, telles que l'espagnol et l'anglais. Les appels à l'entraide mutuelle sont toujours plus nombreux et la nécessité d'améliorer globalement l'efficacité de l'aide dans le monde s'accroît. Aussi, le soutien à la coopération Sud-Sud* dans cette région reste-t-il une priorité importante pour la JICA. De plus, les pays de la région sont confrontés à des problèmes communs. La JICA envisage par conséquent d'appuyer des projets de coopération régionale efficaces et rationnels pouvant être adaptés et exploités

par plusieurs pays. Les domaines tels que la prévention des catastrophes, la lutte contre les maladies infectieuses, l'environnement et la pêche semblent porter d'avenir.

2. Développement suite aux dégâts causés par le cyclone

En octobre 1998, l'Amérique Centrale et les Caraïbes ont été frappées par un cyclone d'une ampleur sans précédent et en janvier 2001, de terribles tremblements de terre ont dévasté le Salvador. Ces catastrophes ont causé d'énormes dégâts. Aussi, la JICA a-t-elle décidé d'apporter son soutien aux plans de redressement et de reconstruction des pays qui en ont été victimes. Parallèlement, elle s'est engagée à renforcer les capacités nationales affectées à la prévention des catastrophes dans une région si durement touchée par les forces de la nature.

3. Environnement

Dans cette région, la modernisation et le développement industriel et économique ont entraîné de graves problèmes pour l'environnement, notamment la pollution de l'air et de

l'eau et la production de substances nocives, ainsi que la concentration excessive de population dans les nébuleuses urbaines. Aussi est-il urgent d'apporter une solution à ces problèmes. La région est par ailleurs dotée de zones forestières d'une grande diversité biologique* et d'un magnifique océan. Leur préservation s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde des actifs naturels de l'humanité.

4. La réaction face à la guerre civile

La guerre civile qui a ravagé l'Amérique Centrale pendant plusieurs décennies a gravement endommagé les infrastructures* sociales et économiques de la région. Parmi les secteurs particulièrement touchés et pour lesquels une aide s'impose : les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les services sanitaires et médicaux, l'éducation de base, le développement agricole, la construction de routes et de ponts, ainsi que la démocratisation et l'amélioration de la sécurité publique.

État Actuel du Développement Régional

De Petits Pays aux Nombreuses Similitudes

La région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes comprend 21 pays, dont huit en Amérique Centrale et 13 aux Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km², soit 2,2 % des terres émergées et compte 163 millions d'habitants, soit environ 3 % de la population mondiale. Les pays de la région sont souvent petits (huit ont un territoire de moins de 10 000 km²) et neuf comptent moins d'un million d'habitants.

L'économie de la plupart de ces pays étant fondée sur l'agriculture, elle demeure donc tributaire de l'exportation de produits primaires. Bien que le tourisme prospère, les industries, notamment celle de la transformation, sont partout à la traîne dans l'ensemble de la région. Ces pays sont nombreux à avoir accumulé une dette conséquente et à se trouver encore dans un processus de reconstruction. Même si leur situation s'est améliorée ces dernières années grâce à la longue vague de prospérité économique aux États-Unis, l'impact négatif des attaques terroristes du 11 septembre 2001 reste préoccupant.

Les Profondes Cicatrices Laissées par la Guerre Civile et les Catastrophes Naturelles

Les guerres civiles qui ont sévi en Amérique Centrale dès la fin des années 1970 et pendant plus d'une décennie ont ravagé les nations et brisé leur économie, affectant également les pays voisins par des problèmes d'afflux de réfugiés et d'armes. Le processus de consolidation de la paix a débuté dans les années 1990 et, suite à la signature de l'accord de paix final au Guatemala en décembre 1996, tous les pays de la région à l'exception de Cuba ont un gouvernement élu par la voie démocratique. Les infrastructures sociales et économiques de ces pays ont beaucoup souffert de ces années de turbulence. À l'heure actuelle, nombre d'entre eux ont encore des installations inadéquates dans des domaines tels

que l'alimentation en eau, les services sanitaires et médicaux ou l'éducation de base. Pour résoudre ces problèmes, l'aide des pays avancés est essentielle.

De plus, à l'automne 1998, l'Amérique Centrale et la région des Caraïbes ont été ravagées par des cyclones d'une ampleur sans précédent, à l'origine d'énormes dégâts. En janvier et en février 2001, des séismes dévastateurs ont frappé le Salvador et entraîné d'incommensurables dommages. Comme le montrent ces événements, la région est sujette aux catastrophes naturelles et il est donc nécessaire de coopérer sans réserve dans le domaine de la prévention et de la reconstruction si l'on veut surmonter les menaces qu'elles représentent.

L'idée d'une Alliance Régionale Gagne du Terrain

Malgré leur petite taille, les États indépendants de la région saisissent l'avantage qu'ils ont de partager les mêmes langues et d'être confrontés à des problèmes urgents similaires. C'est pourquoi ils recherchent des alliances régionales et s'efforcent d'entretenir des relations étroites et solidaires. Depuis 1991, le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) s'attache à coordonner diverses activités dans différents domaines. Président du Mexique depuis décembre 1990, Vicente Fox a proposé en 1991 le « Plan Pueblo-Panama ». Dans ce dernier, il prône l'alliance des pays d'Amérique Centrale, du sud du Mexique jusqu'à Panama, et ce par un développement global faisant appel à divers moyens d'intégration. Ce plan a fait progresser l'idée d'alliance régionale cultivée depuis 1973 dans le cadre notamment de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui a été rejointe en 1995 par le Belize et en 2002 par Haïti.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Coopération Régionale Énergique et Soutien à la Coopération Sud-Sud - Mexique

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et son adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en mai 1994, le Mexique, qui est à la fois le plus grand pays d'Amérique Centrale et le plus peuplé, a connu une nette

amélioration de son statut au sein de la communauté internationale. Le sud du pays reste toutefois nettement sous-développé. L'État est donc confronté à une tâche importante, à savoir promouvoir efficacement un développement intégré avec les pays voisins d'Amérique Centrale. C'est pourquoi la JICA encourage la coopération Sud-Sud* depuis le Mexique afin de faciliter le développement de la région.

Depuis l'an 2000, en particulier, une équipe d'experts de la JICA contribue au renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut mexicain de coopération internationale (IMEXCI). En 2001, la JICA et l'IMEXCI ont conduit une étude conjointe sur les mesures de prévention des catastrophes concernant les séismes au Salvador et une possible coopération dans le secteur de l'agriculture au Nicaragua. Par ailleurs, la JICA a mis en œuvre cinq programmes de formation pour les pays tiers* au Mexique. Dans ce cadre, un « cours sur la commande électronique (niveau avancé) » a été lancé en 2001 en vue de former les techniciens des pays de la région. Parallèlement, la JICA a détaché des spécialistes mexicains en tant qu'experts de pays tiers* à 25 reprises.

Les domaines prioritaires pour l'aide fournie au Mexique ont été confirmés par les gouvernements japonais et mexicains en novembre 2001, à l'occasion de consultations sur la politique à mener dans ce cadre. Outre la coopération Sud-Sud, les priorités portent sur la suppression des inégalités de revenus suivant les régions, le développement industriel et régional, la gestion de l'environnement et la protection du milieu naturel.

Réponse Rapide aux Catastrophes - Salvador -

En janvier et février 2001, deux formidables séismes ont frappé le Salvador, causant des dégâts sans précédent. La JICA a rapidement envoyé des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) dans les zones concernées puis des experts sur l'érosion sédimentaire et la prévention des glissements de terrain au cours de l'exercice 2001.

En août 2001, la JICA a envoyé une mission d'étude de confirmation de projets au Salvador alors même que la reconstruction était en cours. Elle a permis de réaffirmer que les domaines prioritaires de l'aide étaient bien la réactivation du secteur industriel, le développement social, l'environnement et le soutien au processus de démocratisation. Dans le même temps, elle a permis d'examiner les besoins d'aide spécifiques. Le Salvador mise beaucoup sur le SICA comme centre possible de la coopération régionale pour la promotion d'un développement efficace. La JICA détache également des experts auprès du secrétariat de cette organisation. Une étude du plan détaillé est par ailleurs en cours dans le cadre d'un projet financé par un prêt d'aide publique au développement (APD) concernant le développement du port de La Unión. Ce projet devrait contribuer à stimuler l'activité économique de la zone côtière orientale sous-développée et des pays voisins.

Reconstruction du Pays le Plus Pauvre d'Amérique Centrale - Nicaragua

Le Nicaragua est le pays au niveau de revenu par habitant le plus faible d'Amérique Centrale et une grande partie de

la population vit dans la pauvreté. En 2001, comme d'autres pays lourdement endettés, le Nicaragua a essayé d'obtenir une aide plus poussée de la communauté internationale en élaborant, avec la participation de la population du pays, un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* (CSLP).

En 2001, la JICA a lancé le plan d'analyse de la vulnérabilité et de prévention des catastrophes sur le réseau routier principal (étude de développement), afin de renforcer les capacités du pays en matière de prévention des catastrophes. L'Agence envisage par ailleurs une possibilité de coopération dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture, qui pourrait conduire à un regain de vitalité économique.

Soutien à la Réconciliation Nationale - Guatemala -

Depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en décembre 1996, des efforts ont été accomplis au Guatemala pour la reprise et la bonne gestion de la vie démocratique. Les problèmes à traiter sont nombreux, notamment la domestication du milieu naturel hostile, la sécurité des personnes vivant dans les régions montagneuses et la réconciliation ethnique.

Dans le secteur de l'éducation, l'Agence a soutenu l'enseignement primaire pour les jeunes filles de la population autochtone et lancé une étude pour le prolongement de ce programme au cours de l'exercice 2001. Dans le domaine des soins de santé, des experts et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont été envoyés afin de promouvoir les mesures de prévention des maladies infectieuses, plus particulièrement la maladie de Chagas, qui est très répandue dans les foyers démunis. Ces activités ont donné des résultats encourageants. En 2001, parallèlement à la mise en place de mesures de lutte, la JICA a mené une étude de faisabilité sur la possible extension de ces mesures aux pays voisins. En 2002, une étude sur les services de santé de base a été réalisée afin d'évaluer les possibilités de coopération dans le domaine des services de santé régionaux.

Aide dans de Nombreux Domaines - Honduras -

Le Honduras est avec le Nicaragua et Haïti l'un des pays les moins développés de la région. Ses besoins sont immenses, en partie suite aux considérables dégâts causés par les derniers cyclones. Le Japon lui fournit une aide sous des formes diverses.

Une des tâches essentielles consiste à mettre en place les mesures spécifiques résultant du CSLP élaboré grâce à l'adhésion du Honduras au concept d'appropriation* en 2001, afin que la région puisse sans attendre bénéficier de l'aide aussi efficacement que possible. La coordination entre les donateurs* et les organismes internationaux participant à

cette tâche devrait prendre de plus en plus d'importance.

En 2001, la JICA a fourni une aide dans le domaine de l'éducation élémentaire par l'envoi de JOCV et d'experts en mission à long terme. Dans le secteur agricole, principale activité du pays, des experts ont également été détachés en mission à long terme pour étudier les améliorations apportées sur le plan de la circulation des produits. Comme d'aucuns l'ont souligné, il est important de montrer que les régions déshéritées peuvent être des exemples de réussite en matière de développement. C'est pourquoi la JICA réfléchit à des projets de coopération qui pourraient intégrer diverses activités dans plusieurs domaines.

Efforts Singuliers à la Tête de la Région - Costa Rica -

Le Costa Rica possède un système éducatif d'un niveau relativement élevé et un système de sécurité sociale bien organisé. C'est aussi le pays d'Amérique Centrale où la démocratie est la plus stable. L'aide de la JICA est axée sur la mise en œuvre de projets susceptibles d'avoir un impact positif sur les pays voisins.

Le Centre de formation des instructeurs et agents techniques pour le développement industriel de l'Amérique Centrale a marqué le début du projet d'amélioration de la productivité des entreprises (coopération technique de projet-type) en janvier 2001. L'aide apportée pour que le centre acquière une valeur ajoutée pour la région, notamment l'amélioration des capacités de conseil pour les entreprises, a permis d'instituer un cadre pour la coopération japonaise dans le domaine des affaires en Amérique Centrale. Avec le projet relatif aux mesures de traitement efficaces pour faciliter la réinsertion des détenus dans la société (formation pour les pays tiers), le Costa Rica exploite son statut particulier de chef de file de la fourniture d'aide dans la région, tout en étant bénéficiaire de la coopération japonaise.

Vastes Activités de Développement Nécessaires pour une Nation Maritime - Panama -

L'année 1999 a été mouvementée pour le Panama, avec un changement de régime et la rétrocession du canal par les États-Unis.

La conservation des ressources forestières, dont dépend la sauvegarde des sources alimentant le canal, constitue aussi un problème d'importance. Dans ce cadre, la JICA a lancé en 2000 le projet de conservation des bassins versants du canal de Panama (coopération technique de projet-type). Privilégiant la croissance dans l'industrie des services qui bénéficient du statut particulier du pays sur le plan des transports maritimes dans le monde et le développement des villages ruraux déshérités, la JICA a détaché des experts dans

divers domaines : politique de développement économique, administration portuaire et revitalisation des structures des organisations agricoles.

Dans le cadre de l'amélioration du système de prévention des catastrophes en Amérique Centrale, le Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles a été institué au Panama. Au titre de la coopération avec l'Amérique Centrale au cours de l'exercice 2001, la JICA a détaché plusieurs experts auprès du centre, afin qu'ils contribuent à la mise en œuvre du programme de formation sur la prévention des catastrophes et à l'élaboration d'un système d'information cartographique dans ce domaine.

Soutien au Niveau Régional Face à des Enjeux Communs - Caraïbes -

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse, et leur indépendance est relativement récente. Comme le revenu par habitant y est assez élevé et l'échelle de l'économie réduite, la coopération japonaise n'y a jamais été très importante.

Pour être efficace dans cette région regroupant un grand nombre de petits États, la coopération doit se fonder sur une perspective régionale de développement face à des enjeux communs et exploiter les ressources d'organisations telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM). La réponse de la JICA face aux destructions causées par les récents cyclones est l'exemple type d'une telle coopération : dans la phase de préparation à la mise en œuvre du projet intitulé « Prévention des catastrophes aux Caraïbes » (coopération technique de projet-type), une mission d'étude a été envoyée en 2001 pour examiner précisément les conditions d'une coopération renforcée pour la CARICOM en matière de prévention des catastrophes.

Des cours de formation spécifiques à la région ont été assurés au Japon sur la promotion des échanges et du tourisme dans ces pays. Dans le secteur de la pêche, dont le potentiel de développement est élevé, la JICA a doublé en 2001 l'appui spécifique par pays par un projet de coopération intitulé « Mesures pour une exploitation durable des ressources marines » (coopération technique de projet-type), lequel pourrait s'avérer bénéfique pour l'ensemble de la région. Un expert des programmes de développement régional a été détaché auprès de la CARICOM afin d'étudier les besoins communs des pays de la région en matière d'aide et l'orientation à prendre dans ce domaine à l'avenir.

La Jamaïque est le plus grand pays anglophone des Caraïbes et les relations avec le Japon sont toujours plus étroites. La JICA axe ses efforts sur le projet de renforcement des soins de santé dans la région du Sud, le projet d'amélioration de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans les collèges techniques (coopération technique de projet-type) et l'envoi de JOCV.

La République dominicaine accueille de nombreux immigrants, dont certains de descendance japonaise. Désireuse de contribuer largement au développement du pays avec la participation active des immigrants et des personnes d'ascendance japonaise, la JICA apporte son aide plus particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, ainsi que de la santé et des soins médicaux. L'Agence a réalisé une étude de confirmation de projets, afin d'identifier l'orientation à donner à l'aide à moyen terme et notamment les questions à traiter en matière de développement, en fonction des différents domaines d'aide prioritaires. Dans le secteur agricole, sur lequel la JICA a plus particulièrement axé ses efforts, deux initiatives ont été lancées : l'étude sur le développement rural intégré des régions

anciennement plantées de canne à sucre (étude de développement) et le projet d'amélioration de la technologie pour la culture irriguée (coopération technique de projet-type). En ce qui concerne l'environnement, l'aide se développe, au travers notamment de deux interventions : l'étude du plan directeur sur la gestion du bassin versant de la région haute du barrage de Sabana Yegua et l'amélioration du réseau d'égouts et de l'environnement dans la ville de Santiago (étude de développement).

Front Line

Transfert de Connaissances et de Méthodes de Formation pour Aider les Enfants Autistes à Vivre de Manière Autonome

Honduras

L'aide d'une Organisation Non Gouvernementale (ONG) Japonaise à de Jeunes Autistes

Programme de Partenariat Local de Petite Taille

◆ Lettre d'un ex-JOCV

À l'origine, se trouve la lettre qu'un ancien volontaire japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) venu s'établir et travailler au Honduras et aujourd'hui membre d'une ONG hondurienne (l'Asociación Hondureña De Apoyo Autista ou Association hondurienne d'aide aux autistes) a envoyé à une ONG japonaise. De toute évidence, cette lettre a inspiré, au cours de l'exercice 2001, le lancement conjoint du programme de partenariat local de petite taille* par cette même ONG, la Ligue japonaise des handicapés mentaux, et la JICA.

L'autisme, qui résulte d'une anomalie congénitale dont la cause est inconnue, se manifeste avec une fréquence constante dans une population donnée. Cette maladie se traduit par une grave incapacité mentale et nécessite un type particulier de formation très tôt dans l'existence du patient, ainsi qu'un réseau de soutien toute sa vie durant. Toutefois, l'incompréhension de l'ensemble de la société hondurienne et l'absence de méthodes de formation font vivre une situation très difficile aux enfants autistes et à leurs tuteurs dans ce pays.

◆ Premier séminaire sous la conduite de conférenciers étrangers

Grâce à la rédaction et à la traduction de manuels de formation, à l'introduction

de matériel pédagogique et à l'organisation de séminaires, le projet devrait permettre l'instauration d'une méthode de formation adaptée à la situation au Honduras. Dans le cadre du programme de partenariat, un séminaire de cinq jours sur le transfert de connaissances et de méthodes de formation a été organisé en janvier 2002 dans la capitale (Tegucigalpa), avec la coopération de la Ligue japonaise des handicapés mentaux et l'Asociación Hondureña De Apoyo Autista.

Environ 120 formateurs, éducateurs et tuteurs d'enfants autistes ont pris part au séminaire. Des professeurs d'université du Japon et du Costa Rica qui avaient auparavant participé à des stages de la JICA ont été invités à cette manifestation en tant qu'intervenants étrangers. Il s'agissait pour les stagiaires de la première confrontation avec des méthodes avancées de formation provenant de l'étranger. Le séminaire s'est avéré très positif pour les personnes impliquées dans le projet, car elles ont pu compléter le peu d'informations dont elles disposaient jusqu'alors.

◆ Les questions à régler sont nombreuses

Plusieurs questions doivent être réglées : d'une part, il faut transmettre les connaissances et les méthodes de formation adaptées à la situation au

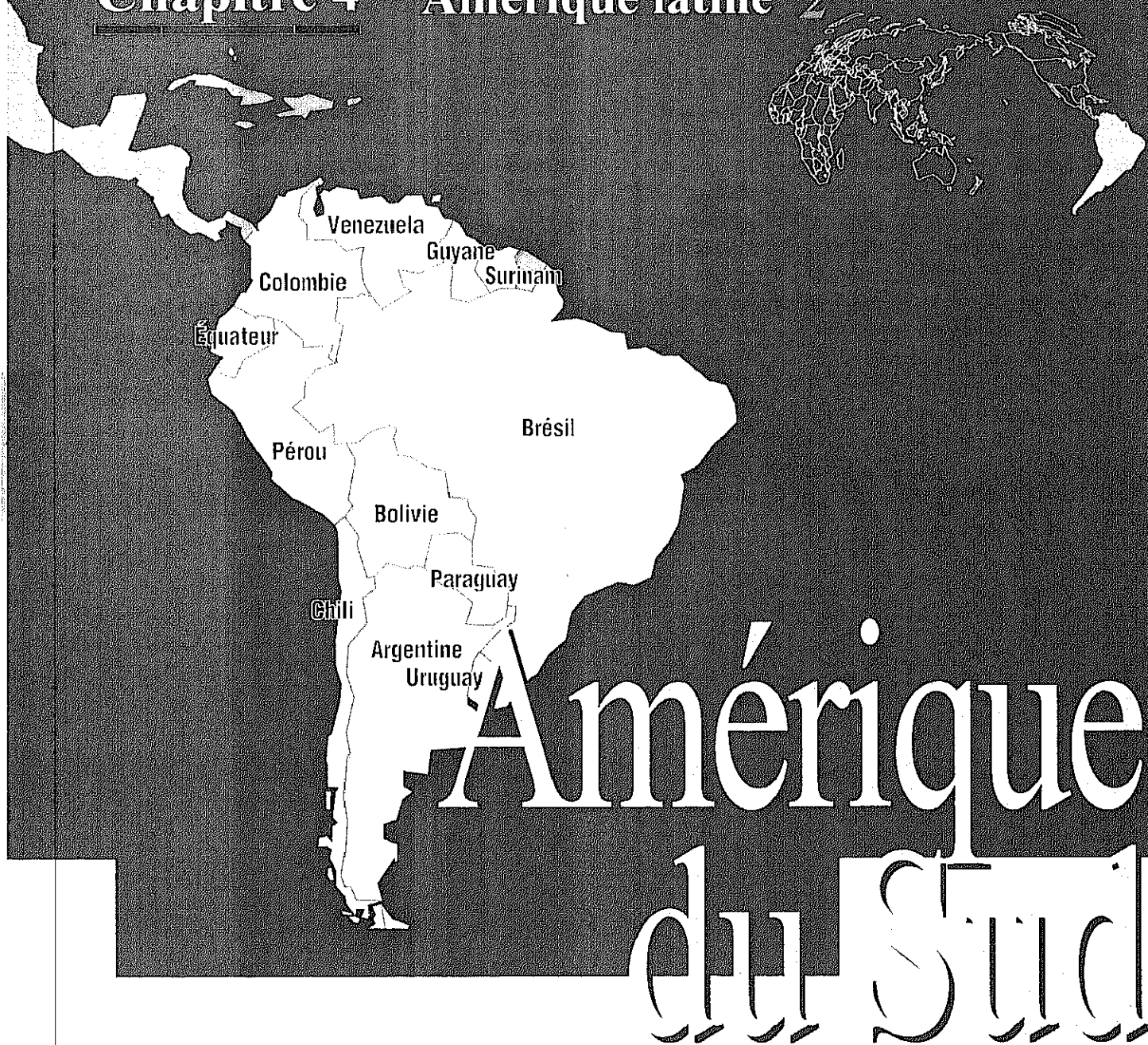


Transfert de méthodes de formation pour enfants autistes

Honduras et poursuivre la formation de ressources humaines en demandant aux parents qui ont participé au séminaire d'organiser des activités de mobilisation ; d'autre part, il faut absolument instaurer un réseau de soutien et trouver pour les enfants autistes un endroit où ils puissent vivre et travailler.

Bien que cette activité de soutien aux enfants autistes soit encore très récente au Honduras, les personnes concernées attendent beaucoup du projet et d'une extension de ses activités à l'avenir. Voici à titre d'exemple une déclaration de l'un des stagiaires : « Nous pensons que les enfants autistes, ces anges silencieux du Seigneur, ouvriront leur cœur grâce à l'aide précieuse du Japon et qu'ils pourront alors apporter leur pierre à l'édifice social. »

(Bureau de la JICA au Honduras)



Amérique du Sud

Piliers de l'Aide Promotion de la Coopération Sud-Sud et Recours aux Émigrés Japonais

En Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil sont à un stade avancé de développement et figurent parmi les pays de la deuxième partie de la liste du Comité d'aide au développement* (CAD). Néanmoins, suite à l'aggravation de la déforestation de la forêt vierge d'Amazonie et de la pollution de l'air et de l'eau dans les grandes villes, la protection de l'environnement demeure un domaine important de l'aide dans ces pays. Suite aux accords de partenariat avec l'Argentine, le Chili et le Brésil, le Japon soutient activement la coopération Sud-Sud* dans la région. Ces accords doivent servir de base à la coopération entre l'Amérique latine et

les nations lusophones d'Afrique.

Dans les pays où les indicateurs du développement social sont encore faibles, comme la Bolivie et le Paraguay, l'aide doit se porter sur les questions prioritaires, telles que les améliorations dans le domaine de la santé et des soins médicaux, le développement agricole et la modernisation de l'infrastructure*. En outre, même dans les pays à revenu moyen à élevé, il existe de grandes disparités de richesses d'une région à l'autre, et le soutien aux classes les plus déshéritées, ainsi que le développement local, représentent d'importants enjeux.

Cette région compte un grand nombre d'émigrés japonais. La JICA soutient activement l'accueil de stagiaires de cette communauté au Japon, ainsi que les améliorations de l'infrastructure économique et sociale pouvant leur bénéficier. La JICA appuie également l'intervention de chercheurs et d'ingénieurs d'ascendance japonaise pour la coopération Sud-Sud.

On a assisté ces dernières années à des efforts notables vers l'unification économique régionale, notamment avec le Mercosur*. La JICA prévoit d'apporter une aide planifiée pour soutenir ces développements.

État Actuel du Développement Régional

Des Liens Étroits avec le Japon

L'Amérique du Sud couvre une superficie de 17,72 millions de km² (environ 13 % des terres émergées de la planète) et compte quelque 310 millions d'habitants (soit environ 5 % de la population mondiale) dans 12 pays. La région se caractérise par des capacités de production agricole élevées et un sous-sol particulièrement riche.

De longue date, des Japonais ont émigré en Amérique du Sud. Ainsi, plusieurs générations d'émigrés et de personnes d'ascendance japonaise vivent au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie. Depuis 1873, date de l'établissement de relations diplomatiques entre le Japon

et le Pérou, des liens étroits ont été forgés avec l'Amérique du Sud, notamment grâce à la présence d'émigrés japonais ; un échange constant de personnalités importantes est intervenu, et de nombreuses entreprises japonaises ont développé leurs activités dans la région.

Des Économies Vulnérables

Au cours des années 1960 et 1970, l'effort de modernisation avait contraint de nombreux États à emprunter des capitaux à des pays avancés et à des institutions financières privées.

Front Line Activités de Production Exploitant les Ressources Naturelles des Zones Rurales

Brésil

Fabrication de Papier Japon à Partir de Plantes Tropicales d'Amazonie

Envoi d'Experts de la Coopération Technique

◆ Fabrication de papier Japon à partir de fibres végétales d'Amazonie

Envoyé dans la ville de Belem, à l'embouchure du fleuve Amazone, un artisan papetier japonais de la ville de Minamata (préfecture de Kumamoto) a pendant quatre mois aidé les résidents locaux à fabriquer du papier Japon à partir de fibres naturelles de la région. Cet expert était détaché auprès de la POEMA, une organisation non gouvernementale (ONG) locale soutenant des activités en faveur de la réduction de la pauvreté grâce à la fabrication de produits novateurs et respectueux de l'environnement, notamment des coussins de voiture en fibres naturelles.

L'idée d'inviter un expert japonais pour qu'il aide l'ONG à fabriquer du papier Japon à partir de fibres naturelles d'Amazonie était venue à un responsable de la POEMA alors qu'il effectuait un stage de la JICA et visitait des manufactures de papier traditionnelles au Japon.

La première tâche pour l'expert consistait à aménager un atelier de fabrication et c'est dans les locaux de la POEMA qu'ont été installés des machines pour broyer les fibres, des cuves et des conduites de gaz pour chauffer l'eau, des outils pour battre et aplatir les fibres bouillies, ainsi qu'un réservoir pour le trempage et des cadres.

◆ Couronné par un prix d'excellence

L'installation une fois terminée, l'expert a effectué plusieurs visites pour étudier les différentes fibres végétales existantes et réaliser un prototype de papier couleur avec des teintures naturelles. Au cours de l'atelier de formation organisé par l'expert durant la seconde partie de son affectation, des stagiaires ont confectionné divers articles alliant culture japonaise et sensibilité amazonienne : abat-jours, décorations murales et paravents. Les résidents locaux ont pu admirer ces réalisations lors d'une réception spécialement organisée pour présenter l'atelier de fabrication de papier.

Peu de temps après, lors d'une exposition organisée à Rio de Janeiro dans le cadre de la coopération internationale, la POEMA et la JICA ont présenté conjointement les fruits de leurs activités en matière de protection de l'environnement et d'amélioration des revenus de base, et notamment le projet nippo-amazonien de fabrication de papier. Les réalisations présentées ont fait sensation dans le public et ont été couronnées par le premier prix d'excellence de l'exposition.

C'est pour donner aux personnes souffrant de la maladie de Minamata la possibilité de trouver un emploi que l'ex-



Expert enseignant la fabrication du papier Japon

pert détaché auprès de la POEMA avait à l'origine décidé de devenir papetier au Japon. Ayant un jour remarqué que l'un des stagiaires étudiant la fabrication de papier avait perdu un doigt à une main, ce qui représentait un handicap pour le maniement des cadres, il s'enquit auprès d'un médecin japonais sur la possibilité de créer un doigt artificiel pour ce stagiaire. Aussi, alors même que l'expert est retourné au Japon, il reçoit aujourd'hui encore beaucoup de messages par courrier électronique de la part du personnel de la POEMA.

(Département régional III, Amérique latine et Caraïbes, JICA)